

Social **La protection de l'enfance** **sous tension**

Le département du Bas-Rhin est confronté à une hausse sensible des jeunes confiés à l'Aide sociale à l'enfance. La collectivité assure réagir en conséquence, ce dont doutent les syndicats, qui menacent d'une action mardi, après une grève le 30 avril.

Si ce service ne va pas bien, des enfants peuvent aller très mal. Les agents de l'Aide sociale à l'enfance (ASE) remplissent une mission essentielle et ardue : protéger l'enfance en danger. Or, assure Hülliya Turan, représentante du personnel pour la CGT au sein du conseil départemental du Bas-Rhin, « chez les agents, le fil est en train de craquer. Il y a un gros malaise et une demande de mobilisation. »

Ce malaise et cette mobilisation se sont traduits dans le Bas-Rhin par une grève le mardi 30 avril dernier. Hülliya Turan a comptabilisé 49 grévistes sur 169 agents. Ceci représente moins d'un tiers ou plus si, comme la syndicaliste, on ne tient pas compte de l'encadrement et des personnes en arrêt maladie. Une précédente grève avait eu lieu au printemps dernier ; elle avait moins mobilisée que celle-ci.

Plus de 130 enfants en plus en un an

Ces deux actions ont été lancées à l'appel de la CGT, qui évoque « près de 130 enfants en danger toujours dans leurs familles sans solution de placement » et une « centaine de mineurs non accompagnés hébergés en hôtel sans suivi éducatif ». « En théorie, chaque agent doit s'occuper de 40 enfants ; dans la réalité, c'est plus, poursuit la syndicaliste. Les difficultés de la société font que les besoins augmentent. Or, au sein du service, les moyens sont constants. » Comme souvent, les diverses revendications se résument simplement : plus de moyens. En mettant un terme à la précarité des contrats, en ouvrant des places d'accueil, en déchargeant les agents de tâches administratives...

Côté direction, on s'accorde sur le constat concernant la conjoncture, mais on conteste sans surprise celui concernant la réponse donnée. « Les

problématiques sociales explosent, c'est vrai, et pas seulement dans le Bas-Rhin, mais nous ne raisonnons pas à moyens constants ! », assure la directrice générale des services Delphine Joly.

Quand les sociétés souffrent, les enfants font partie des victimes. « Nous sommes confrontés à une hausse des jeunes confiés à l'ASE, remarque le vice-président du Bas-Rhin Étienne Burger. Il y en avait 2 608 en mars 2018, il y en a 2 741 en mars 2019. Soit plus de 130 enfants en un an. » Cet accroissement est généré par des carences familiales locales et par la question migratoire. Concernant les mineurs non accompagnés, Delphine Joly parle d'une « massification » du phénomène : on en dénombrait 367 en janvier 2018, on en recense 488 un an plus tard.

Face à cette « explosion » des besoins, « le Bas-Rhin a voté en 2018 un plan d'action Jeunesse-famille de 145 M€ annuels, et on l'a encore augmenté d'environ 4 M€ en 2019 », rappelle Étienne Burger. Delphine Joly répond par ailleurs aux critiques point par point : une vingtaine de postes sont en cours de recrutement, des personnes en charge de l'administratif sont pérennisées, des places d'accueil sont créées, un accompagnement du personnel est mis en place... Les chiffres de la CGT sont minorés : la directrice évoque plutôt une centaine d'enfants non encore placés et environ 80 à l'hôtel, « mais avec un suivi. Les décisions prises permettront de résorber ces problèmes. On fera face à cette explosion des besoins, et même à une suivante... »

Création d'une intersyndicale

Delphine Joly a entrepris une série de rencontres avec le personnel pour expliquer cette politique. Reste à convaincre les syndicats : la CGT a constitué une intersyndicale sur cette question avec les quatre autres organisations présentes au Département (FO, Unsa, CFDT, CFTC). Une réunion avec la direction est prévue lundi ; si les syndicats ne sont toujours pas convaincus, une nouvelle grève débutera mardi. « Des annonces, il y en a déjà eu, on veut des actes ! », martèle Hülliya Turan.

Cette charge exponentielle est un fardeau pour les Départements ; dans une tribune publiée ce mardi dans les DNA, le président du Bas-Rhin Frédéric Bierry a appelé à « une prise de conscience de toute la société » pour répondre à ce défi. Mais, paradoxalement, ce fardeau est aussi une chance : il rappelle que les Départements, si souvent remis en cause mais en charge de la cohésion sociale, sont aujourd'hui indispensables.

